

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(01)/ST/31
10 novembre 2001

(01-5608)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE
Quatrième session
Doha, 9 - 13 novembre 2001

Original: espagnol

COSTA RICA

Déclaration de S.E. M. Tomás Dueñas
Ministre du commerce extérieur

Le Costa Rica assiste à cette Conférence ministérielle avec l'intention de contribuer résolument au renforcement du système commercial multilatéral. Nous sommes convaincus que les objectifs que nous poursuivons ici concourent de manière décisive à la croissance économique de tous les Membres.

La libéralisation du commerce est nécessaire au développement des pays et elle se poursuivra que ce soit à l'OMC ou en dehors. Ce sera à nous, gouvernements qui participons à cette conférence, de décider si elle se poursuit dans le cadre des règles de l'OMC ou en dehors. Nous croyons que le lancement d'un cycle multilatéral de négociations commerciales à l'OMC est la meilleure garantie que le processus de libéralisation se déroulera selon des règles qui permettront à tous les Membres de participer sur un pied d'égalité et d'obtenir des avantages.

Le Costa Rica a accédé au GATT il y a plus de dix ans et a participé activement aux négociations du Cycle d'Uruguay. L'ouverture commerciale acquise dans le cadre de ce processus, par le biais d'accords bilatéraux ou de manière autonome lui a permis d'obtenir des avantages très importants. Les exportations costa-riciennes ont enregistré une croissance annuelle moyenne de 14,4 pour cent ces dix dernières années, contribuant ainsi de manière significative à la croissance économique et au développement du pays.

Pendant ces cinq jours, les gouvernements devront décider si un nouvel élan est donné au développement économique ou si l'absence de consensus sur certaines questions empêche le lancement d'un nouveau cycle, entravant la réalisation de cet objectif. Nous devons absolument saisir l'occasion qui nous est offerte ici. Si je dis cela, c'est que je suis convaincu que, s'il n'était pas possible de parvenir à un accord sur le lancement d'un cycle de négociations élargi, les grands perdants seraient les pays en développement. Si les conditions du commerce mondial restaient telles qu'elles sont, cela ne garantirait probablement aux pays en développement que le maintien de leur situation actuelle.

La préparation de cette conférence a été très difficile. Toutefois, bon nombre des divergences qui avaient empêché l'obtention d'un accord à l'issue de la Conférence de Seattle ont été surmontées. Le Président du Conseil général, M. Stuart Harbinson, et le Directeur général ont mené des négociations qui ont permis de combler les fossés et de rapprocher les positions. C'est pourquoi je crois que, cette fois, nous, Ministres, ne pourrions pas échapper à la responsabilité historique qui nous incombe aujourd'hui en prétextant que les divergences de vues qui existaient au début de la Conférence nous ont empêchés de nous entendre. Nous sommes sur le point d'arriver à un accord dans les différents domaines et le gouvernement de mon pays est venu à Doha avec des idées constructives pour y contribuer.

La proposition de texte distribuée à Genève le 27 octobre est le fruit de nombreux mois de travail et contient des résultats équilibrés. C'est pourquoi ce texte doit servir de base à nos délibérations.

Le Costa Rica approuve les objectifs énoncés dans ce texte et, en particulier, la volonté de poursuivre le processus de réforme et de libéralisation des politiques commerciales pour garantir que le système joue pleinement son rôle pour ce qui est de favoriser la reprise, la croissance et le développement.

Nous sommes favorables à l'ouverture de négociations sur la facilitation des échanges qui est prescrite dans ce texte car nous estimons qu'elle contribuera de manière significative au renforcement de la participation des pays en développement au commerce international par l'intermédiaire des petites et moyennes entreprises.

De même, nous sommes satisfaits des négociations prescrites dans le domaine des règles afin de clarifier et d'améliorer les disciplines relatives aux mesures antidumping et aux subventions. Par ailleurs, nous avons examiné en détail les paragraphes sur le commerce et l'environnement, qui nous paraissent acceptables, sauf pour ce qui est de l'éventualité de négociations.

Le Costa Rica soutient la proposition relative à la tenue de négociations sur les améliorations et clarifications à apporter au Mémoire d'accord sur le règlement des différends et, à ce sujet, il a déjà présenté diverses propositions qui, selon lui, contribuent à la réalisation de ces objectifs. Le Mémoire d'accord sur le règlement des différends doit être renforcé afin qu'il demeure le principal moyen de garantir le respect des intérêts de tous les pays.

En ce qui concerne le commerce électronique, nous approuvons le programme de travail proposé et espérons qu'un organe approprié sera établi à l'OMC pour le mener à bien. La création et le maintien d'un environnement favorable au développement du commerce électronique doit être un élément fondamental du programme de travail et c'est pourquoi nous sommes favorables à ce qu'aucun droit de douane ne soit imposé sur les transmissions électroniques.

Par ailleurs, le Costa Rica reconnaît l'importance que la proposition de déclaration donne aux besoins des pays en développement et approuve les idées qu'elle contient sur le commerce des petites économies, la nécessité de procéder à un examen de la relation entre commerce, dette et finances, et de la relation entre commerce et transfert de technologie, ainsi que les engagements en matière de coopération technique et de renforcement des capacités.

Le gouvernement de mon pays estime cependant qu'il faut absolument revoir certaines parties de la proposition. Dans le domaine de l'agriculture, le Costa Rica considère que le texte doit établir un cadre de travail qui nous permette en fin de compte d'achever la réforme fondamentale de ce secteur afin que les pays en développement puissent tirer parti des avantages de la libéralisation des échanges.

Il est incontestable que l'agriculture joue un rôle clé pour le Costa Rica, puisque cette activité, directement ou indirectement, est à l'origine de près de 11 pour cent de son produit intérieur brut, et de 30 pour cent environ de ses exportations et génère des centaines de milliers d'emplois. Bien que l'on ait débattu pendant plus de 13 ans, au sein de cette organisation, de "l'objectif à long terme" qu'est la réforme du secteur agricole, il est certain qu'il reste encore beaucoup à faire pour éliminer la discrimination dont souffre ce secteur.

Le Costa Rica est très préoccupé de voir qu'un petit nombre de pays développés persistent à appliquer des politiques protectionnistes qui faussent les échanges internationaux et font baisser les prix mondiaux des produits agricoles. Jusqu'ici, ces politiques ont réduit la capacité des pays en développement de parvenir à une croissance économique durable, de promouvoir le développement et

de lutter contre la pauvreté. C'est pourquoi, comme le Groupe de Cairns dont nous faisons partie, nous demandons l'élimination de toutes les formes de subventions à l'exportation des produits agricoles et des autres politiques faussant les marchés mondiaux de produits agricoles. M. Miguel Angel Rodriguez, Président du Costa Rica, a affirmé que les pays développés peuvent jouer un rôle de premier plan pour ce qui est de régler les problèmes de développement, mais qu'ils peuvent également avoir une lourde responsabilité dans le sous-développement en raison du préjudice causé par leurs politiques de subventionnement de l'agriculture.

En ce qui concerne l'investissement, le Costa Rica n'a cessé d'insister, depuis la Conférence ministérielle de Singapour en 1996, sur la nécessité d'engager des négociations en vue de parvenir à un accord multilatéral sur les investissements dans le cadre de l'OMC. Déjà, cinq années se sont écoulées depuis que les Membres de l'OMC ont lancé un programme d'étude, qui s'est révélé utile et nous a aidés à mieux comprendre les incidences d'un accord de ce type et sa précieuse contribution au développement et à la promotion des échanges entre tous les Membres. Nous sommes tous persuadés qu'il existe un lien étroit entre le commerce et l'investissement, et que tous deux jouent un rôle dans la promotion du développement et du bien-être des peuples. Nous avons patiemment attendu le lancement de négociations dans ce domaine, et nous croyons qu'à Doha, il faut simplement prendre une décision dans ce sens.

S'agissant de l'examen de la mise en œuvre des accords, des progrès importants ont été accomplis pour concilier les positions des Membres. Le Costa Rica juge positives les procédures proposées pour les prorogations au titre de l'article 27.4 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires. Le texte proposé par M. l'Ambassadeur Harbinson est le fruit de consultations difficiles et représente un résultat équilibré.

Enfin, je voudrais, au nom du gouvernement costa-ricien, remercier son Altesse l'Émir du Qatar Cheikh Hamad Ben Khalifa Al Thani, S.E. M. Kamal en sa qualité de Président de la Conférence ministérielle, et le peuple du Qatar pour l'hospitalité et la générosité dont ils ont fait preuve en accueillant cette conférence. De même, je voudrais exprimer notre reconnaissance à M. Mike Moore, Directeur général de l'OMC, aux Directeurs généraux adjoints et au Secrétariat, ainsi qu'à M. Stuart Harbinson, Président du Conseil général, pour les efforts qu'ils ont déployés sans relâche pour préparer cette Conférence ministérielle.
